CHAPITRE II

LE DEVOIR PASCAL

(3^e et 4^e Commandements de l'Église.)

§ I. — LA CONFESSION ANNUELLE

598. — Nature de la loi. — Il est certain qu'un précepte divin oblige à avoir recours à la confession sacramentelle tous ceux qui, après leur baptême, ont commis le péché mortel. Cf. Denz.-B. 899 et C. 901.

Mais comme il restait difficile, en dehors du cas de péril de mort, de fixer, au nom du droit divin, les conditions dans lesquelles le pécheur se trouve obligé de s'approcher sans tarder du sacrement de pénitence, l'Église a déterminé légitimement par une loi de droit ecclésiastique ce que le droit divin promulguait dans sa généralité.

Le Canon 906 du Code de Droit Canonique, reprenant les dispositions du Concile de Latran, impose à tous les pécheurs la confession annuelle.

599. — A quel âge commence l'obligation de la confession annuelle? — Le texte du Concile de Latran disait seulement : *Omnis utriusque sexus fidelis, postquam ad annos discretionis pervenerit...* Et cette expression était interprétée diversement par les Canonistes. Mais le législateur du Codex a voulu préciser en ajoutant l'explication : *id est ad usum rationis*. C'est dire que l'obligation de la confession annuelle peut dans le droit actuel exister avant l'âge de sept ans, et s'impose dès que l'enfant a l'usage de la raison.

600. — L'obligation de se confesser s'étend-elle aux fidèles qui n'ont pas de péché mortel à se reprocher? — Le texte de la loi ne précise pas, et depuis longtemps la question a été discutée.

Il nous semble certain, comme l'insinuait du reste déjà le Concile de Trente (Denz.-B. 901), que le Concile du Latran n'a voulu que déterminer le temps où l'on devrait remplir le précepte divin relatif à la confession. Si donc Notre-Seigneur n'a pas imposé la confession des fautes vénielles, — et c'est l'enseignement clair du Concile de Trente (l. c.) et du Codex (C. 902), — on peut conclure avec l'ensemble des auteurs modernes que, rigoureusement parlant, le droit positif n'impose la confession annuelle qu'à ceux qui, ayant commis

des *fautes mortelles*, ne les ont pas encore soumises au pouvoir des clefs.

601. — A quelle époque est-on obligé de se confesser? —

Pour satisfaire au précepte ecclésiastique il suffit de se confesser *une fois l'an*. Suivant les uns il faut compter l'année à partir du premier janvier; suivant d'autres et en plus grand nombre elle commence à Pâques. D'autres enfin déclarent qu'il ne doit jamais y avoir plus d'un an entre deux confessions.

Dans la pratique cette discussion n'a pas grande importance. En effet, le précepte de la confession oblige au moins indirectement à Pâques tous ceux qui ont commis une faute mortelle, puisque la Communion est prescrite à cette date.

602. — A qui doit-on se confesser? —

Il ne reste certainement rien de l'obligation ancienne de se confesser à son propre prêtre. Saint Alphonse le constatait déjà nettement, et c'est bien là le sens du Canon 905 qui tient à proclamer la *liberté entière* laissée aux fidèles dans le choix de leur confesseur.

603. — REMARQUE. — On ne satisfait pas au précepte de la confession annuelle par une confession *sacrilège* ou *volontairement nulle*; mais si la confession était *involontairement nulle*, si, par exemple, elle était nulle par la faute du confesseur, on ne serait sans doute pas obligé de se confesser de nouveau avant l'année suivante : cette solution vaudrait du moins pour le pénitent qui n'aurait découvert cette nullité qu'après avoir communiqué. Cf. Denz.-B. 1114; — C. 907.

§ II. — LA COMMUNION PASCALE

604. — Nature de la loi. — 1. — Notre-Seigneur a fait de la *Sainte Eucharistie un moyen normal de conservation et de développement de la grâce sanctifiante* dans les âmes des fidèles. Mais il n'a pas cru nécessaire d'indiquer lui-même à quelles époques et dans quelles conditions on devait communier. C'est donc à bon droit que l'*Église est intervenue* ici encore pour préciser cette obligation. Cf. Denz.-B. 437 et 981; — CC. 859 et 860.

2. — Nous pouvons sans doute distinguer dans la loi ecclésiastique pour ainsi dire *deux obligations qui se superposent* : celle de communier au moins *une fois l'an* (mais sans que le texte nous dise de quelle manière on doit compter l'année), et celle de communier *au temps de Pâques*.

Ce devoir est certainement imposé *sous peine de faute grave*.

605. — A quelle époque exactement doit-on communier? —

Le *Temps Pascal* pendant lequel on doit recevoir la Sainte Communion s'étend, *suivant le droit commun, du dimanche des Rameaux au dimanche de Quasimodo*. — Mais les Ordinaires des lieux sont auto-

risés à en augmenter la durée si les circonstances semblent l'exiger, — sans cependant le faire commencer avant le *quatrième dimanche de Carême* ni le prolonger au delà du *dimanche de la Trinité*. Pour dépasser ces limites un Indult Pontifical serait en soi nécessaire. Cf. C. 859 § 2.

Par ailleurs, *sur l'avis de son confesseur ou du Curé*, on pourrait être autorisé, pour une raison grave, à différer pendant quelque temps l'accomplissement de ce devoir : tel peut être, par exemple, le cas pour les enfants que l'on prépare à leur première communion. Cf. C. 859 § 1.

Mais il est certain qu'une fois *le temps pascal passé*, l'obligation de *communier continuée* de s'imposer (C. 859 § 4) et que jamais on ne peut être autorisé à passer notablement plus d'une année sans s'approcher de la sainte Table.

REMARQUE. — Le Canon 862 demande à tous les *clercs*, sans toutefois l'imposer rigoureusement, la communion du *Jeudi Saint*.

606. — A quel âge commence l'obligation de la communion? — 1. — Le Canon 859, § 1, impose aux enfants l'obligation de la Communion dès qu'ils possèdent l'*usage de la raison*. Et, puisque l'accomplissement de ce devoir exige comme condition préalable une *instruction religieuse* suffisante, il est clair qu'il y a pour ceux qui sont chargés de l'éducation des enfants (parents, maîtres, curé...), une obligation spéciale de les instruire en vue de l'accomplissement de ce précepte. Cf. Décret « *Quam singulari* » du 8 août 1910; — CC. 854 et 860.

2. — Mais nous devons conclure aussi que, *lorsque cette instruction manque*, l'accomplissement du devoir pascal doit, par le fait même, être retardé jusqu'à ce que les conditions requises de préparation soient remplies. Cf. n. 728.

REMARQUE. — Ceux qui n'ont pas l'usage actuel de la raison doivent être écartés de la communion, du moins lorsqu'ils ne sont pas en péril de mort. Cf. n. 728. Remarque.

607. — Où doit-on remplir son devoir pascal? — *Il est conseillé aux fidèles de communier dans leur paroisse*, et, s'ils ont rempli ailleurs le devoir pascal, il convient normalement qu'ils en préviennent leur curé. Cf. C. 859 § 3.

Il est aussi toujours souhaitable que chaque fidèle remplisse ce devoir en communiant dans son *propre rite*. Cf. C. 866 § 2.

608. — Dispositions nécessaires. — Les dispositions nécessaires à l'accomplissement du devoir pascal sont celles qui sont requises pour *recevoir dignement la Sainte Eucharistie*. Cf. n. 729 et ss. — Et c'est pourquoi le Canon 861 (Denz.-B. 1205) précise qu'on

ne satisfait pas au devoir pascal par une communion sacrilège : il y aurait donc alors, sans attendre l'année suivante, et sans tarder, obligation stricte de faire une bonne communion.

609. — Remarques diverses.

a) — On satisfait à l'obligation de la communion annuelle par une communion faite en danger de mort sous forme de *viatique*.

b) — En cas de *difficultés insurmontables* il conviendrait sans doute de communier *sans être à jeun* plutôt que d'omettre la communion pascale. Cf. Genicot-Salmons, II, 202, 3°.

c) — Il serait normal que les enfants soient *confirmés* avant leur première communion. Cf. AAS, 5 août 1932 et n. 696.

d) — Les cas où l'on doit *refuser* la communion sont signalés dans les canons 731 § 2 et 855. — Voir aussi le C. 2364 et le n. 737.

CHAPITRE III

LES PRÉCEPTES ECCLÉSIASTIQUES RELATIFS
AU JEÛNE ET A L'ABSTINENCE DE CERTAINS ALIMENTS

§ I. — INTRODUCTION ET GÉNÉRALITÉS

610. — Notions et définitions : *les vertus de tempérance et d'abstinence.* — 1. — Le mot *tempérance* peut avoir deux sens :

a) Dans un *sens général*, la tempérance n'est autre que la mesure que la raison impose aux actions et aux passions humaines. La tempérance est alors une vertu générale.

b) Dans un *sens restreint*, la tempérance est un frein aux convoitises des plaisirs les plus attirants : elle est alors une vertu spéciale puisqu'elle a un objet particulier.

2. — *L'abstinence, qui impose contrôle et privation dans l'usage des aliments, et la chasteté* sont donc des parties *subjectives* de la tempérance; tandis que l'on peut énumérer parmi ses parties *potentielles* la douceur, la clémence, l'humilité, la modestie, la pudeur, etc...

3. — *L'abstinence aura en particulier pour objet l'observation des jeûnes et la privation de certains aliments que l'Église nous impose.*

C'est cet *objet particulier de la vertu chrétienne de tempérance* que nous devons étudier ici directement. Cf. St Thomas, II^a II^{ae}, qq. 141, 146, 147.

611. — Motifs de la loi ecclésiastique du jeûne et de l'abstinence. — 1. — L'ascétisme chrétien a de tout temps conseillé à ceux qui veulent être parfaits de faire le moins de concessions possibles au corps, pourvu qu'en tenant compte de leur tempérament ils ne lui refusent rien de nécessaire à quelque titre que ce soit.

Par ailleurs, à tous il est enseigné que, dans les conditions actuelles de la nature humaine, la pénitence corporelle, pratiquée dans un but surnaturel, est propre à *obtenir le pardon des péchés*.

Enfin, l'enseignement du Christ et l'expérience nous apprennent que l'intempérance est la mère de la luxure et que le démon de l'impureté ne peut être chassé que par la prière et le jeûne, de telle sorte que *nul ne sera chaste s'il n'a soin de se mortifier*, au moins parfois, dans le boire et le manger.

2. — On comprend dès lors aisément que l'Église, fidèle gardienne

de la morale, ait jugé salutaire d'imposer, à tous les fidèles, certaines pratiques de mortification sous forme de jeûne et d'abstinence et de leur rappeler périodiquement la nécessité et les bienfaits de la mortification. Ainsi oriente-t-elle la vie chrétienne vers une triple tâche : lutter contre les exigences du corps afin de conserver la chasteté; expier les péchés passés; imiter de mieux en mieux le Christ, modèle de la perfection chrétienne.

§ II. LA LOI DE L'ABSTINENCE

612. — Quel est l'objet du précepte de l'abstinence? —

1. — *Le précepte ecclésiastique de l'abstinence défend l'usage de la viande et du jus de viande*, mais il ne défend pas les œufs, le lait et les assaisonnements ou condiments, même lorsqu'ils se composent en tout ou en partie de grasse animale. Cf. C. 1250.

La principale difficulté de l'interprétation de cette loi se trouve dans le sens qu'il convient de donner au mot « viande ». — Il est certain, en effet, que cette expression ne doit pas se prendre ici dans un sens biologique, mais dans un sens particulier que l'on appelle parfois *sens ecclésiastique*. Il sera pratiquement fixé plus ou moins rigoureusement par la *coutume*.

2. — D'une façon générale nous devons considérer comme *défendue* la chair des animaux terrestres et des oiseaux, y compris le sang, la grasse, les abats... Sont au contraire *permis* les poissons (y compris les cétacés), les coquillages, les crustacés, les mollusques et aussi les reptiles et les batraciens. *Dans certaines régions* on considère comme maigres quelques oiseaux aquatiques et certains animaux amphibies (canard sauvage, sarcelle, poule d'eau, loutre, castor, phoque...).

Certains auteurs font remarquer que la *gélatine* et les *peptones* ne peuvent pas être regardées comme aliments gras.

En cette matière du reste, *tout doute de droit*, et même *tout doute de fait*, un peu sérieux, peut certainement se résoudre en faveur de la liberté.

613. — Quel est le sujet de la loi? — Tous les *baptisés* y sont soumis dès que, ayant l'usage de la raison, ils ont atteint l'âge de sept ans. Cf. CC. 1254 § 1 et 12.

On peut admettre cependant que tous les acatholiques sont pratiquement excusés. Cf. n. 73.

614. — Quels sont les jours d'abstinence? — 1. — Les jours d'abstinence sont d'après le *droit commun de l'Église latine* : tous les *vendredis*, le *mercredi des Cendres*, les *samedis de Carême*, les *jours des Quatre-Temps*, les *Vigiles de la Pentecôte*, du 15 *Août*, de la *Toussaint* et de *Noël*. Cf. C. 1252.

On n'est jamais tenu de faire maigre le dimanche, ni (en dehors du Carême) un jour de fête d'obligation (effectivement observée); — les *Vigiles* tombant un

dimanche ou un autre jour de fête ne sont pas anticipées pour le jeûne et l'abstinence; — enfin le Carême se termine le *Samedi Saint* à midi. Cf. C. 1252 § 4.

2. — *Des Indults particuliers* modifient souvent l'application de la loi générale. C'est ainsi qu'en France le maigre du samedi de Carême est ordinairement transféré au mercredi.

615. — Quelle est la gravité de l'obligation? — Il y a en soi *obligation grave*, mais la transgression de cette loi peut admettre *l'excuse de la légèreté de matière*. Les moralistes demandent ordinairement, pour qu'il y ait matière grave, environ 60 *grammes de viande*; — et l'on peut admettre que, lorsque la coutume interdit de prendre du potage gras, il n'y a pas là matière à une faute grave.

Théoriquement on peut commettre le même jour *plusieurs péchés* contre le précepte de l'abstinence en faisant gras à plusieurs repas, mais plusieurs infractions légères ne constituent pas nécessairement une faute grave.

616. — Quels sont les motifs d'excuse? — 1. — On peut déclarer d'une façon générale que *toute impossibilité morale, tout inconvénient relativement grave* peuvent être considérés comme un motif d'excuse.

Pratiquement on trouvera souvent des motifs d'excuse réelle chez certaines catégories de personnes dont les auteurs ont coutume de dresser la liste : les malades, les convalescents, les femmes enceintes, les femmes qui nourrissent, les travailleurs qui ont à exécuter des travaux pénibles, les pauvres, les femmes mariées ainsi que les enfants et les domestiques lorsque le maître de maison ne tolère pas que l'on fasse maigre ou en est légitimement dispensé, les personnes invitées à un repas lorsque les circonstances ne permettent guère de faire autrement, les voyageurs dans certains cas particuliers (grande fatigue, réelle difficulté de se procurer des aliments maigres), les soldats et marins de l'État. — Si par erreur on a préparé un repas gras un jour d'abstinence, cette erreur sera ordinairement l'occasion d'une excuse légitime.

2. — *Dans les cas de doute*, s'il n'est pas pratique et raisonnable de demander une dispense, on pourra souvent trouver une raison proportionnée permettant d'agir en toute liberté. Cf. C. 15.

617. — La dispense de la loi de l'abstinence. — 1. — Nous avons dit que *le Saint-Siège* a coutume d'accorder assez facilement des dispenses plus ou moins larges en cette matière.

C'est ainsi qu'en *Suisse* l'usage de la viande est permis les vendredis, sauf le *Vendredi Saint*, à ceux qui se trouvent en voyage ou au service militaire, aux pauvres qui vivent d'aumônes et à toute une série de personnes qui peuvent avoir quelque difficulté à pratiquer la loi du maigre parce qu'elles mangent au restaurant ou dans une maison étrangère. — En *Allemagne* et aussi en *Belgique* des dispenses très larges sont périodiquement renouvelées. — Voir les CC. 13 et 14.

En France on considère comme dispensés par la coutume (fondée sans doute sur un Indult ancien) non seulement les marins de l'État

et les soldats et sous-officiers, mais encore tous les officiers, même lorsqu'ils mangent en famille. Cf. Gousset, I, 313.

2. — *Les Ordinaires des lieux* peuvent accorder dispense de l'abstinence à tout leur diocèse ou pour un lieu déterminé, soit à cause d'une réunion attirant un grand concours de peuple, soit pour un motif intéressant la santé publique.

Par ailleurs *les Ordinaires et les Curés* peuvent, dans des cas particuliers et pour de justes motifs, dispenser individuellement, même hors de leur territoire, les personnes ou les familles soumises à leur juridiction, ainsi que les étrangers de passage sur leur territoire, et la dispense pourra valoir aussi longtemps que subsistera la cause, quel que soit le lieu où se rendra l'intéressé. Cf. C. 1245 et rép. de la CIC.

Dans les *Instituts de clercs exempts, les supérieurs* ont, pour les personnes qui leur sont soumises (C. 514 § 1), les mêmes pouvoirs que le Curé. Et les religieux exempts peuvent toujours profiter des dispenses générales données pour le lieu où ils se trouvent. Cf. CC. 1245 § 3 et 620.

3. — *Les Confesseurs « Réguliers »* ont, par privilège ancien, des pouvoirs qu'ils peuvent utiliser, au for interne, même en dehors de la confession, en faveur des personnes sur lesquelles ils ont juridiction sacramentelle et qui ont un juste motif à faire valoir.

Des pouvoirs du même genre sont parfois délégués par les Évêques aux Confesseurs par eux désignés.

REMARQUE. — Lorsque *certaines conditions* sont imposées pour l'usage d'une dispense apostolique (ordinairement une aumône ou une prière), *elles ne mettent pas en cause la validité* de la dispense et elles n'obligent que sous peine de faute légère. Si elles n'ont pas été exécutées le jour même, l'obligation n'urge plus. Cf. Noldin, II, 688 b.

§ III. — LE JEÛNE

618. — Diverses espèces de jeûne. — 1. — On nomme ordinairement *jeûne naturel* celui qui est exigé pour la réception de l'Eucharistie et qui suppose que l'on n'a pris depuis un certain temps aucune nourriture ni boisson.

2. — On peut donner aussi le nom de jeûne à toute diminution du boire et du manger faite dans un but *ascétique*, mais sans être soumis à aucune règle officielle.

3. — Enfin on appelle *jeûne ecclésiastique* le jeûne qui est imposé par l'Église et dont les règles sont, du moins dans leurs grandes lignes, officiellement fixées par le législateur.

619. — L'objet de la loi du jeûne ecclésiastique. — La loi du jeûne ne permet de faire par jour qu'un *repas complet*, mais elle ne défend pas de prendre un *peu de nourriture le matin et le soir en tenant compte*, pour la qualité et la quantité, *des coutumes locales approu-*

vées. C'est là la teneur du Canon 1251, § 1, et c'est cette discipline que nous devons nous efforcer de préciser.

620. — 1^o — *L'obligation de ne faire qu'un seul repas.* — L'interdiction de faire plus d'un repas complet dans la journée *constitue l'essence même du jeûne.* Cf. St Alphonse, III, 1004, 1.

A l'origine, ce repas ne devait se prendre que tard dans la soirée. Mais petit à petit, l'heure en fut avancée jusqu'au milieu du jour. Cf. St Thomas, II^a II^{ae}, q. 147, art. 7.

Actuellement il n'y a plus à ce sujet de règle très fixe; et si *l'on ne doit pas avancer considérablement l'heure du repas sans raison proportionnée*, l'habitude, par exemple, de déjeuner tous les jours dès onze heures peut être tolérée même les jours de jeûne. — Cf. St Alphonse, III, 1016; — Gousset, 299.

Retarder l'heure de ce repas est toujours légitime, et le Droit Commun permet explicitement de ne faire au milieu du jour qu'une simple collation, en renvoyant au soir le repas principal. Cf. C. 1251 § 2.

Lorsque le maigre était une condition du jeûne, seuls les aliments maigres étaient permis, même au repas principal, et dans certaines régions il était encore naguère interdit pendant le carême de manger de la viande et du poisson au même repas. Dans la discipline actuelle, le maigre n'est plus imposé tous les jours de jeûne, et le Codex a levé explicitement l'interdiction de manger de la viande et du poisson au même repas. Cf. C. 1251 § 2.

Mais, pour que le repas reste *moralement unique*, il est interdit de le prolonger au delà de toute limite (plus de deux ou trois heures nous dit St Alphonse, III, 1020, 5), ou de l'interrompre sans raison pendant un temps notable (plus d'une demi-heure pourrait, au jugement de St Alphonse, être une faute vénielle, et plus d'une heure une faute grave).

On ne peut cependant jamais commettre plus d'une *faute grave* en violant l'essence du jeûne, le jour où il est imposé.

621. — 2^o — *La collation.* — Cette collation doit être *telle, par la quantité et la qualité des aliments, qu'on ne puisse pas la regarder comme un second repas.*

Les aliments autrefois autorisés à la collation étaient très limités. Cf. St Alphonse, III, 1026.

Actuellement les usages sont variables. Alors qu'en Allemagne la viande elle-même est autorisée les jours où l'abstinence n'est pas imposée, *en France* on est plus ou moins sévère suivant les régions pour la *qualité des mets* permis. Dans le Diocèse de Paris, seuls les œufs et la viande sont interdits.

Lorsqu'il s'agit de déterminer la *quantité permise* on doit prendre pour règle la *coutume du pays.* — Or, *en France*, il semble que nous devions encore actuellement prendre *comme point de départ de notre estimation* la valeur proposée par St Alphonse (1025) : environ

8 onces, c'est-à-dire *pratiquement 250 grammes de nourriture solide*. — Ceux qui ne s'écartent pas considérablement de cette quantité ne commettent certainement pas de faute, même si, ce faisant, ils mangent plus qu'à leur faim. — Ceux qui ont besoin ou croiraient avoir besoin de 2 onces environ en plus, peuvent le faire en toute sûreté de conscience. — Bien plus, on peut, semble-t-il (avec le V^e concile de Malines : voir NRT, novembre 1938) concéder à *ceux pour qui la quantité indiquée serait insuffisante, de prendre ce qui leur est nécessaire* pour pouvoir remplir leur devoir d'état sans être incommodé : il ne s'ensuit pas qu'ils aient une raison suffisante de se considérer comme entièrement excusés de la loi du jeûne, et qu'ils puissent transformer la collation en un dîner complet.

622. — 3^o — *Le frustulum*. — Autrefois aucune nourriture n'était permise avant le repas principal. Au XIX^e siècle, la coutume s'est introduite de permettre *le matin* des jours de jeûne un léger « frustulum ».

Là aussi c'est la *coutume locale* qui doit fixer ce qui est autorisé. En France, il semble qu'on doive encore s'en tenir à ce qui fut approuvé par la Sacrée Pénitencerie le 21 novembre 1843, c'est-à-dire de prendre avec un peu de liquide un morceau de pain, pourvu que la quantité de nourriture, déduction faite de l'eau, ne dépasse pas sensiblement 2 onces, ou *environ 60 grammes*. De plus, en 1845, la même Sacrée Pénitencerie a déclaré qu'on ne devait pas inquiéter ceux qui prenaient une petite quantité de pain et de chocolat. Le lait n'est pas ordinairement permis : il ne peut être toléré qu'en très petite quantité.

Mais *il semble que ces règles puissent*, comme nous venons de le dire au sujet de la collation, *admettre des élargissements en cas de nécessité*, de telle sorte qu'il n'y aurait excuse complète d'avoir à se soumettre à l'ensemble de la loi du jeûne que, si pour ne pas être incommodé, le frustulum devait se transformer en un petit déjeuner copieux.

REMARQUE. — Pour permettre, sans aucune faute vénielle, la *permutation de la collation et du frustulum*, les auteurs demandent une *raison proportionnée* qui n'a pas besoin d'être grave. Cf. St Alphonse, III, 1024.

623. — 4^o — *Que peut-on prendre entre les repas sans rompre le jeûne?* — On permet les *liquides* qui ont pour but de désaltérer et non de nourrir (*liquidum non frangit jejunium*); des *pastilles* (*per modum medicinae*); une fois ou l'autre dans la journée une *bouchée de pain* (*ne potus noceat*). Cf. St Alphonse, III, 1018; — Gousset, 303; — Denz.-B. 1129.

624. — *Le sujet de la loi*. — Les fidèles sont soumis à la loi du jeûne *depuis l'âge de vingt et un ans accomplis jusqu'à la soixantième année commencée*. Cf. C. 1254 § 2.

[624]

625. — Les jours de jeûne. — Le jeûne est obligatoire : 1^o tous les jours pendant le Carême, les dimanches exceptés; — 2^o les jours de *Quatre-Temps*; — 3^o aux *Vigiles* de la Pentecôte, de l'Assomption, de la Toussaint et de Noël. Cf. C. 1252. — Voir aussi les canons 1166 § 2 et 33 § 1.

626. — La gravité de la loi du jeûne. — L'obligation est *grave pour chaque jour de jeûne*, et toute infraction aux règles indiquées est une faute grave ou légère suivant son importance. Cf. Denz.-B. 1123.

Les auteurs déclarent ordinairement que quatre onces (125 grammes) de nourriture peuvent être *la matière d'une faute grave*.

L'essence du jeûne consistant en l'obligation de ne faire qu'un seul repas, on ne peut, à ce point de vue, commettre qu'une faute grave par jour de jeûne. Mais on peut commettre plusieurs fautes légères, ou même peut-être, dans un cas extraordinaire, plusieurs fautes graves, en mangeant en dehors de ce qui est permis une quantité importante de nourriture, sans cependant violer l'essence du jeûne.

627. — Motifs d'excuse. — On considère ordinairement comme *excusés de plein droit* les ouvriers occupés à des travaux pénibles, les militaires, les malades et les convalescents.

Pour les autres catégories énumérées par les auteurs, il est peut-être trop large de déclarer qu'il y a nécessairement pour tous une excuse légitime. Cf. Denz.-B. 1130 et 1131.

Cependant *tout inconvénient tant soit peu grave*, de quelque nature qu'il soit, constitue une excuse valable. C'est pourquoi *l'excuse sera en général facile à constater chez les personnes suivantes* : les débiles, les nerveux, les femmes enceintes et celles qui nourrissent, les pauvres qui ne mangent pas tous les jours à leur faim, les ouvriers, les employés dont le service est dur et pénible, les voyageurs qui se trouvent dans des conditions fatigantes, les professeurs de facultés qui doivent fournir un gros effort intellectuel, les professeurs de l'enseignement primaire ou secondaire qui font chaque jour 4 ou 5 heures de classe, les élèves studieux, les prédicateurs qui prêchent presque chaque jour, les confesseurs qui restent 7 ou 8 heures au confessionnal.

Ceux qui sont ordinairement excusés du jeûne peuvent l'omettre un jour de repos ou de congé; et, une fois en passant, la fatigue due, par exemple, à une excursion ou à une chasse, peut être un motif d'excuse suffisant.

628. — La dispense du jeûne. — La discipline de la dispense est la même que celle qui est relative à l'abstinence. Voir le n. 617 et aussi le n. 76.

Dans certains pays, les *Indults Pontificaux* sont nombreux et larges. — *Les étrangers* peuvent profiter des dispenses générales du territoire où ils se trouvent, comme de celles de leur pays *si celles-ci ne sont pas strictement territoriales*.